

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 01/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS PRODIAL

route de Fauch
81000 ALBI

Références : 81- CRARC-2024-30
Code AIOT : 0006804020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 sur le site exploité par SAS PRODIAL, implanté route de Fauch - 81000 ALBI. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PRODIAL
- route de Fauch 81000 ALBI
- Code AIOT dans GUN : 0006804020
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Ce site comprend une installation de production d'aliments en vrac pour les animaux de la ferme.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Contrôle eaux pluviales	AP Complémentaire du 23/02/2011, article 2.5.4	Demande d'action corrective	31/12/24
5	Entretien séparateur d'hydrocarbure	Arrêté Préfectoral du 07/06/2007, article 2.3.2	Demande d'action corrective	31/12/24
6	Contrôles acoustiques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1	Demande d'action corrective	31/12/24

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature ICPE	Lettre du 14/12/2021	Sans objet
2	Contrôle poussières	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2	Sans objet
3	Système dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 07/06/2007, article 7.1.3.4	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/06/2007, article 6.7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points Contrôle eaux pluviales, Entretien séparateur d'hydrocarbure et Contrôles acoustiques l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous avant le 31 décembre 2024, les justificatifs demandés.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Courrier Préfectoral du 14/12/2021			
Prescription contrôlée : Ce tableau annule et remplace celui porté dans le courrier préfectoral du 16 juillet 2019:			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
3642-2a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ;	900 t/j	A
1510-2c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	20 820 m ³	DC
2160-2-b	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ .	14 690 m ³	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2) Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW.	3,75MW Installation de combustion fonctionnant exclusivement : au gaz naturel	DC
Régime : A (autorisation), DC (Déclaration Contrôlée), NC (Non Classée).			
Constats : Le classement des installations classées de la société SAS PRODIAL, prescrit par le courrier préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2021 n'a pas évolué.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N°2 : Contrôle poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Annexe Titre III article 15.2

Prescription contrôlée :
Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm ³	Fréquence de surveillance
Poussière	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles: 5 Unités existantes: 10	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	20	

Constats : L'inspection constate que l'exploitant fait réaliser chaque année une vérification de ses points de rejets de poussières, à la sortie du filtre à manche du broyeur et des 5 refroidisseurs (presses) par l'organisme tiers agréé Bureau VERITAS. Dans les derniers contrôles du 4 mai 2022 et du 5 avril 2023, toutes les valeurs limites sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Système dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/06/2007, article 7.1.3.4	
Prescription contrôlée : Les centrales d'aspiration (cyclones, filtres...) des systèmes de dépoussiérage de type centralisé doivent être protégées par des dispositifs contre les effets de l'explosion interne et externe ; les filtres doivent être sous caissons. Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage doivent être dimensionnées et conçues de manière à ne pas créer de dépôts de poussières.	
Constats : Le système d'aspiration au niveau du broyeur et de 4 presses (refroidisseurs P2, P3, P4 et P5) sont équipés de filtres à manche. Le refroidisseur P1 est équipé d'un cyclone. Les filtres et cyclone sont à l'intérieur de caissons métalliques fermés. Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans ces installations de dépoussiérage sont suffisamment dimensionnées et ne créent de dépôts de poussières. Les manches des filtres sont changés entre 12 et 18 mois. Un registre de changement de ces filtres est tenu par l'exploitant. Des stocks de chacun de ces filtres sont disponibles dans l'atelier.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N°4 : Contrôle eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/02/2011, article 2.5.4
Prescription contrôlée : Un contrôle annuel des eaux pluviales est réalisé afin de vérifier le bon fonctionnement des installations de traitement par débouillage déshuilage. Les paramètres à contrôler sont ceux réglementés à l'article 2.4.3 de l'arrêté du 7 juin 2007: <ul style="list-style-type: none">- MEST : 100 mg/l ;- DBO5 : 100 mg/l ;- DCO : 300 mg/l ;- Azote global (exprimé en N) : 30 mg/l ;- Phosphore total (exprimé en P) : 10 mg/l ;- Hydrocarbures : 10 mg/l
Constats : Les eaux de toitures et de ruissellement de voirie sont dirigées vers le réseau eaux pluviales via un passage dans un des trois séparateurs à hydrocarbure du site : le premier à l'extérieur du site côté entrée, le deuxième à l'intérieur du site côté entrée et le troisième au fond du site. Le contrôle annuel des eaux pluviales est réalisé par le laboratoire agréé PUBLIC LABOS. Dans les derniers contrôles du 9 décembre 2022 et du 8 décembre 2023, toutes les valeurs limites sont respectées à l'exception de la MEST pour le contrôle du 8 décembre 2023 pour le troisième débouleur, où la valeur mesurée est de 140 mg/l. L'exploitant propose de remplacer ce troisième débouleur avant la fin de l'année (voir point suivant). Un devis en date du 14 février 2024 est présenté à l'inspecteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspecteur demande à l'exploitant de faire réaliser un nouveau contrôle dès que le troisième débouleur sera remplacé et de le lui transmettre avant le 31 décembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : avant le 31 décembre 2024

N°5 : Entretien séparateur d'hydrocarbure

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/06/2007, article 2.3.2
Prescription contrôlée : Les installations de prétraitement (séparateur à hydrocarbure) sont conçues de manière à faire face aux variations de débit ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être vérifiés périodiquement. Les résultats de ces vérifications doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Les trois séparateurs à hydrocarbure sont entretenus, vérifiés et vidangés annuellement par l'entreprise agréée SARP SUD-QUEST ALBI. Dans les dernières interventions de cette entreprise en date du 1 ^{er} décembre 2022 et du 5 décembre 2023, 20 tonnes et 28 tonnes de boues ont été évacuées. L'exploitant saisi les bordereaux de suivi de ces déchets dangereux dans l'application Trackdéchets. Lors de la dernière intervention du 5 décembre 2023 il a été constaté une fuite dans le troisième débouleur. L'exploitant propose de remplacer ce troisième débouleur avant la fin de l'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspecteur demande à l'exploitant de remplacer le troisième débouleur et de lui transmettre un justificatif avant le 31 décembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : avant le 31 décembre 2024

N°6 : Contrôles acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27/02/2020, Annexe Titre II article 13.1
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : [...] un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.
Constats : Une cartographie des sources de bruit du site a été réalisée par l'organisme spécialisé Bureau VERITAS Solutions le 8 octobre 2021 permettant l'identification des améliorations possibles pour la réduction des principales émissions sonores du site. Ces améliorations sont regroupées en quatre familles (Silencieux aérauliques sur débouchés de ventilation, coffrages acoustiques, colmatage des accès en hauteur du bâtiment broyeur et grilles acoustiques) concernant l'ensemble des sources de bruit. L'exploitant s'engage à mettre en œuvre une mesure de prévention ou de réduction par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspecteur demande à l'exploitant de mettre en place une mesure de prévention ou de réduction du bruit avant le 31 décembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : avant le 31 décembre 2024

N°7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/06/2007, article 6.7.5.3
Prescription contrôlée : (...) Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs (...).
Constats : L'inspection constate que l'exploitant fait réaliser chaque année une vérification de ses installations électriques par l'organisme tiers agréé Bureau VERITAS. Dans les derniers contrôles du 9 février 2022 et du 20 février 2023, 7 non-conformités ont été relevées en 2022 et 2023 (ce n'étaient pas les mêmes). Elles ont toutes été levées.
Type de suites proposées : Sans suite